

Synthèse

Propositions de la Convention Citoyenne pour le Climat

A. Une démarche inédite

Lancée en octobre 2019 par le Président de la République suite à la crise des Gilets Jaunes, la Convention Citoyenne pour le Climat a présenté dimanche 21 juin ses propositions pour le monde d'Après. Le Président de la République doit y répondre le 29 juin prochain. Le travail des 150 citoyens tirés au sort qui se sont réunis pendant plusieurs mois et 7 sessions au total a débouché sur 149 mesures articulés en 8 grands axes.

1. *Modification de la constitution*
2. *Renforcement du contrôle des politiques environnementales*
3. *Réforme du Conseil économique, social et environnemental*
4. *Se loger*
5. *Se nourrir*
6. *Consommer*
7. *Se déplacer*
8. *Produire et travailler*

Seule la proposition sur la réduction du temps de travail à 28h par semaine n'a pas été adoptée.

B. Des propositions concrètes

- **Les principales propositions**

Parmi les 149 propositions, on peut en retenir plusieurs :

- Modifier la Constitution et création d'un défenseur de l'Environnement
- Contraindre les propriétaires à rénover leur bien de manière globale
- Développer la formation professionnelle du BTP pour les préparer aux nouveaux métiers de l'Environnement
- Faciliter les réquisitions de logements et bureaux vacants
- Développer l'agriculture biologique et diminuer l'usage des pesticides
- Réduire la TVA sur le train de 10 à 5,5 %
- Promouvoir l'idée d'éco contribution européenne
- Organiser progressivement la fin du trafic aérien sur les vols intérieurs d'ici 2025

Des propositions partagées et saluées par l'APVF

Dans un communiqué de presse sorti le lundi 22 juin, l'APVF salue les propositions de la Convention Citoyenne, et notamment certaines présentes dans la contribution des petites villes pour le « Monde d'Après ». Les propositions communes :

- Donner la priorité à la rénovation des bâtiments, avec des financements spécifiques pour les petites villes
- Déployer un réseau de guichet unique d'aide à la rénovation énergétique
- Faciliter les reprises et réhabilitations des friches, notamment par la possibilité pour les communes d'exproprier les friches délaissées depuis 10 ans ou plus. (Pour info, l'APVF, comme toutes les autres associations d'élus, a été associée à des réunions techniques avec le

Ministère sur ce sujet. Une réunion politique devrait avoir lieu avec Emmanuelle Wargon après l'été

- Revitaliser les cœurs de petites villes et maintenir les services publics et notamment les écoles dans les plus petits territoires
- Utiliser les leviers de la commande publique pour valoriser les produits issus des circuits courts locaux
- Pénaliser l'écocide
- Généraliser l'éducation à l'Environnement
- Mettre en place un plan massif pour moderniser les infrastructures ferroviaires

C. Des oublis remarqués...

Mêmes si la plupart des acteurs engagés pour l'Environnement ont salué ces propositions, des réserves ont été émises sur certains points.

Il est notamment possible de noter l'absence de prise de position sur le nucléaire. La question du financement et de l'ingénierie sont également peu abordées. Enfin, la question de la fiscalité carbone n'a toujours pas été tranchée. Certaines associations environnementales ont également regretté le manque d'ambition et de nouveauté de ces propositions.

Aussi, le Medef et certains libéraux ont déploré le retour d'une écologie punitive et des mesures guidées par l'idée de décroissance.

L'APVF a quant elle tenu à saluer très rapidement ces propositions, dont plusieurs se retrouvent dans sa contribution au monde d'après, tout en rappelant la nécessité de ne pas oublier le volet financement de la transition écologique, essentiel pour les petites villes. L'APVF tenait également à saluer cette démarche participative inédite au niveau nationale, mais courante dans les petites villes. Elle invite le Gouvernement à suivre ces préconisations et à penser l'écologie de demain avec les citoyens et les acteurs locaux.